

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

19 AU 25 OCTOBRE 1995

N° 1013

10,00 F



Après les fonctionnaires... A QUAND LA GRÈVE GÉNÉRALE ?

« 10 OCTOBRE contre le gel des salaires ? Oui, mais encore... ». Une fois de plus, c'est la CNT-AIT qui a su, à sa manière, poser clairement l'enjeu de cette grève de la fonction publique : qu'y a-t-il de commun entre les matons, les flics, les infirmières, les postiers et les profs ? Voir l'Etat comme patron, évidemment ; mais, pour le reste, à savoir l'essentiel : pas grand chose (des salaires gelés, des effectifs réduits... oui, mais encore ?).

A l'issue d'une journée qui a rassemblé des milliers de fonctionnaires dans les rues des grandes villes de l'Hexagone, c'est un sentiment d'inachevé qui agite les militants et les non syndiqués qui ce mardi 10 octobre ont cessé pour 24 heures le travail. «...L'initiative prise ne doit pas s'arrêter en chemin, il faut proposer la grève générale reconductible du secteur privé et du secteur public, même si nous savons que jamais les dirigeants des syndicats traditionnels n'iront dans ce sens », précisent les adhérents de l'Union des syndicats CNT de la région parisienne. D'où ce malaise, avant et après les manifestations.

Il aura bien fallu dix années avant que les bureaucrates des grandes confédérations syndicales arrivent à s'accorder pour une journée d'action commune ! Dix

années de salaires maigrement revalorisés ; dix années de suppressions de postes ; dix années d'embauche de salariés précaires (400 000 contrats emploi solidarité, pour l'ensemble de la fonction publique, ont été recrutés depuis la mise en place de cette mesure faisant suite aux Travaux d'utilité collective). Dix ans pour que la CFDT, la CGT, FO, les autonomes se décident à agir ensemble, le

même jour, à la même heure et sur le même parcours. Un exploit !

Exploit à relativiser, quand on sait que l'ordre parisien de la manifestation était bien cloisonné : cortège par chapelle syndicale et tête de manifestation clean où, pour la petite histoire, le représentant du CRC-Santé a été vidé proprement par le service d'ordre. Pas d'agitateurs, s'il vous plaît, parmi l'élite syndicale. On a donc eu droit à un

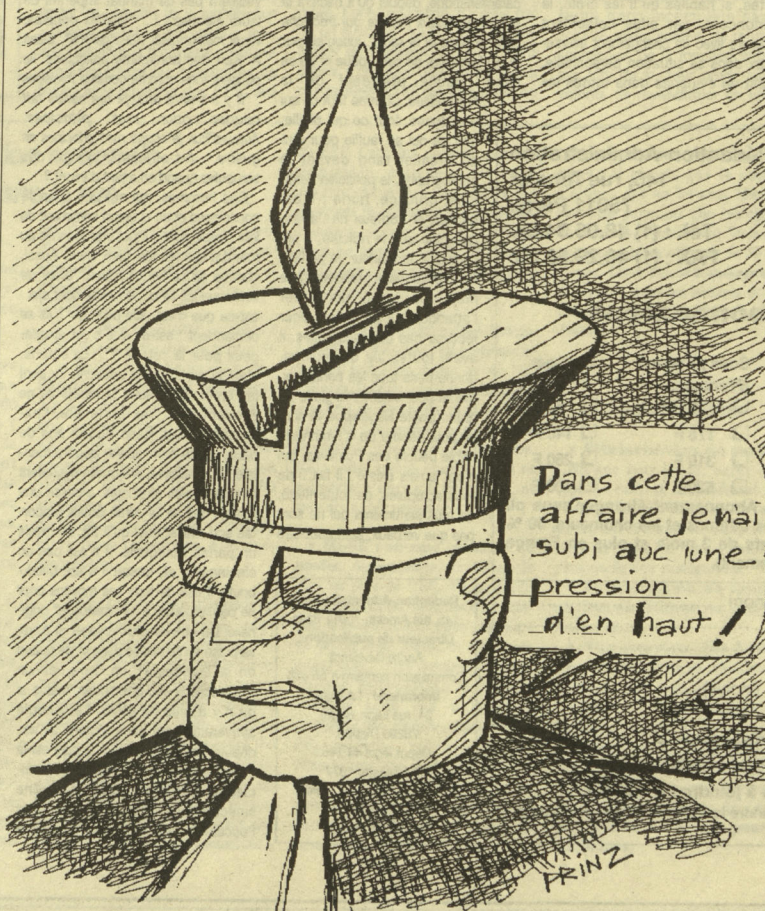
Bastille-République-Saint-Augustin, avec merguez CGT et Coca-cola PCF, agrémentés de slogans à déstabiliser le plus retors des premiers ministres : « Il-faut-lutter, se-syn-di-quer-CGT » (en rythme, SVP !).

Heureusement, tous les fonctionnaires-manifestants n'étaient pas sur la même longueur d'onde. Ils en ont profité pour faire la fête, faisant fi des logiques d'appareils, des cortèges bien rangés, c'est en

chantant, équipés de ballons rouges, verts, jaunes, qu'ils ont défilé, avec la certitude minimale qu'en cessant de bosser ce mardi, ils emmerdaient bien un peu leur patron (l'Etat), et c'était toujours ça de gagné ! Après on verrait...

Oui, après. Les lendemains qui déchantent, le retour au boulot, et les mêmes qui vous font la leçon : « Le gouvernement dénonce l'ampleur
(suite p. 6)

« Je n'ai pas changé... », dit le politicien



« La justice doit être égale pour tous, surtout, lorsqu'il s'agit du premier ministre de la France ! » C'est un homme du gouvernement qui l'a dit. Cela a fait beaucoup rire. Et ici, à notre tour, nous écrivons quelques lignes sur le feuilleton du moment : je nomme « l'affaire de l'appartement du premier ministre ». Exit le « délit d'ingérence » dont le terme évoquait peut-être trop directement l'idée de magouille. Voilà, pour le remplacer, le « délit de prise illégale d'intérêt ». Ce qui indique clairement et logiquement, à qui sait lire, qu'il y a donc une prise d'intérêt légale : le vol du travail. Le capitalisme, quoi ! Ce vol est encouragé, conseillé, à condition de respecter les règles du jeu. Juppé a triché en s'attribuant un appartement alors qu'il occupait un poste déterminant dans l'attribution des logements du domaine de la Ville de Paris, offrant ainsi aux médias une affaire de plus et au peuple une raison supplémentaire de jurer contre les politiciens. Une affaire pas facile pour le procureur de Paris qui pouvait provoquer, en reconnaissant la culpabilité de Juppé, la chute du gouvernement. Comment rendre la justice tout en préservant un premier ministre ? En coupant la poire en deux. En reconnaissant coupable Juppé, mais sans le poursuivre. Le quotidien le Monde se permet d'ironiser sur la « sanction » touchant Juppé : « M. Juppé avait annoncé son déménagement ? Sa punition est d'être condamné à la faire. Un bail à Matignon contre un bail rue Jacob : un troc déguisé en sanction ». La classe politique respire. La majorité bien sûr, mais aussi Ségolène Royal (PS), qui y voit une « décision de sagesse », ou encore Robert Hue : « Ce
(suite p. 2)

MARSEILLE
THÉÂTRE TOURSKY
SAMEDI 21 OCTOBRE
« 2^e NUIT
DE L'ANARCHIE »
programme en page 7

PERPIGNAN
1^{er} - 4 NOVEMBRE
colloque national
« L'ANARCHISME...
IMAGES
ET RÉALITÉS »
programme en page 4

T 2137 - 1013 - 10,00 F



FOP 2526

« Je n'ai pas changé... », dit le politicien

(suite de la « une »)
que je reproche à Alain Juppé de majeur, ce n'est pas cela. C'est surtout la politique qu'il conduit au niveau du pays ». La vague d'« affaires » laisserait croire que la corruption des politiciens est un phénomène nouveau. Edouard Rothen, qui fut l'un des collaborateurs de Sébastien Faure lors de la réalisation de l'Encyclopédie anarchiste, entre 1925 et 1934, écrivit naguère un texte sur la politique, dénoncée comme une tromperie, La politique et les politiciens - une duperie, des dupes (1). La fin de son texte est consacrée aux dupes. Ceux d'hier ressemblent à s'y méprendre à ceux d'aujourd'hui, comme on peut le constater :

— « ...avons-nous besoin d'expliquer longuement ce qu'est le politicien ? Non, mais il n'est pas inutile de montrer que, si la politique ne peut pas en faire un personnage bien reluisant, malgré

tout son "prestige", lui est encore moins capable de la faire reluire. Le politicien est à la fois le producteur et le produit de la politique, la cause et l'effet ; ils s'avilissent mutuellement.

L'étiquette est récente. C'est un néologisme. Littéré l'a ignoré. Le Nouveau Larousse l'a défini : "Personne qui s'occupe de politique. Ne se dit guère qu'en mauvaise part.". Le politicien ne s'occupe pas seulement de politique ; il en vit et en fait le plus méprisable des métiers. Dans un temps où l'on croyait encore à un parlementarisme honnête, fonctionnant avec un personnel qui mettrait ses actes en rapport avec ses discours en remplissant les fins promises au peuple, ce néologisme fut formé pour désigner et flétrir les aventuriers politiques, les trafiquants de mandats, les brebis égarées dans le bon troupeau. Les galeux sont devenus si nombreux que la qualification s'est de plus en plus répandue et généralisée dans le langage. Elle a perdu en même temps son sens exclusivement péjoratif pour prendre ce caractère de bon garçonisme dont on s'accommode à l'égard des maux dont on ne sait se débarrasser. On en est arrivé ainsi à commettre ces pléonasmes : "un politicien sans scrupules", "un politicien louche", ou ces antithèses : "un politicien scrupuleux", "un politicien vertueux".

Le politicien se signale et se peint suffisamment lui-même par son importance et ses turpitudes sans que des esprits malveillants aient besoin d'aller le chercher dans la solitude et de mettre à la lumière son indignité. Ses palinodies sont sans voile, sauf pour les aveugles ; les fluctuations de ses opinions et les contradictions de ses actes, si habiles qu'il les croie, le dénoncent, car elles coïncident toujours avec un changement avantageux dans sa situation personnelle. Etant en évidence dans toutes les

manifestations de la vie publique, il alimente toute une littérature très souvent bouffonne et encore plus ridicule et odieuse. Il remplit l'histoire et le roman. Flaubert, dans son *Candidat*, et plusieurs autres auteurs qui l'ont présenté au théâtre, ont échoué en le montrant trop crûment, en ne l'enveloppant pas assez de rhétorique, du "galoubet", de la "galéjade" qui ont fait le succès de *Numa Roumestan* et de *Pégomas* dans *Cabotins* de Pailleron. Le public aime, au théâtre comme à la ville, les séduisantes fripouilles, surtout celles qu'il a covées électoralement, qui lui ont fait les poches en l'amusant. Il les préfère à l'honnête homme froid et distant qui ne sait pas rire, même dans les cimetières. Ce qui fait faiblir l'attaque, c'est que chaque nouveau qui se présente dit : "Oui, c'est entendu, mes prédécesseurs ont pu être des fripouilles, mais moi, Moa ! je suis d'une autre trempe ; je ne suis pas de ceux qui trahissent !" Et cela dure jusqu'au premier pot de vin qui se présente, puis on passe à un autre. Il y a plus de cent ans que cela dure.

[...] Mais le politicien se peint lui-même encore mieux que n'importe quelle critique, grâce à l'ingéniosité que lui donne le besoin de paraître, de faire croire à son génie, à sa sincérité, à son dévouement, à tout ce qu'il ne possède pas. On a composé des recueils de ses discours et écrits choisis, ceux de Clemenceau et de Briand entre autres. Il manque ceux de M. Millerand, un des plus complets spécimens du genre, et c'est dommage. Il serait particulièrement édifiant de voir réuni ce que ce vertueux personnage a dit de plus caractéristique, depuis qu'il déclara la guerre au "vieux monde qui trébuche dans la boue et le sang", jusqu'au jour où il s'est gavé de cette boue et de ce sang comme président de la République. Comme tout ce qui bourdonne, tout ce qui piaille, tout ce qui se fauille pour être au premier rang devant le photographe, le politicien gesticule, grimace, hurle ; il est partout et l'odieux ne l'arrête pas plus que le ridicule. Il est l'arviste, le bluffeur, le puiffiste de la politique. Il préférerait être mort que de ne pas attirer l'attention sur lui, même pour recevoir des pommes cuites. Il avale toutes les couleuvres, donne dans tous les panneaux, même pour célébrer la gloire du grand poète Hégésippe Simon, ou pour délivrer de la tyrannie le noble peuple des Poldèves, qui n'ont jamais existé ! Il fait fi de tous scrupules, de toute fierté, de tous sentiments qui ne sont pas que verbaux, sauf peut-être

dans l'intimité. Quand il a semé la ruine et la misère autour de lui, d'un "cœur léger", il pleure peut-être sur lui-même, comme M. Lechat.

Le politicien n'a pas d'opinion ; il a des appétits et il les promène d'un parti à l'autre dans l'espoir de mieux les satisfaire. Mais il ne sait pas sortir d'un parti "à l'anglaise", discrètement ; il faut qu'il s'en aille avec bruit et explique ce qu'il appelle "reprendre sa liberté d'action et de vote". Il pratique ainsi l'ostentation du reniement. On n'est pas fier, généralement, d'être un renégat ; mais, pour un politicien, c'est un sujet d'orgueil qui lui permet de se montrer dans les journaux sous ses aspects photogéniques les plus avantageux. La Fouchardière a raconté que la collection de M. P. Boncour comprend à cet usage 6 327 clichés aussi rares que curieux !

Le politicien prend les attitudes de dignité bouffonne du matamore pour dire : "Jamais nous n'accepterions un mandat impératif. Nous plaçons au-dessus de tout notre conscience et ce que nous considérons être notre devoir." Malheureusement, on ne sait jamais où est sa "conscience" et ce qu'est son "devoir", pas plus qu'on ne sait jusqu'où va son "dévouement" à la chose publique. Il a une si sainte horreur des responsabilités qu'il n'a même pas le courage de ses votes ! Il a inventé le "scrutin secret" pour pouvoir soutenir qu'il a voté blanc quand il a voté rouge, et tous les jours la peur de l'électeur lui fait rectifier ce qui lui ont fait faire les bonnes combinaisons parlementaires. C'est ainsi que les politiciens manifestent ce que M. Jean Piot a appelé "la rigidité dans l'abandon des principes". On comprend qu'ils ne veuillent pas de mandat impératif de leurs électeurs !... "Vieilles phrases, vieux mensonges, vieux galons", disait A. Karr des boniments politiques. Ils pensent tous comme certains ministres :

"Il y a trente ans, je me serais fait couper pour mes principes. Aujourd'hui, je coupe mes principes en quatre.". A-t-on besoin d'avoir des scrupules quand on a tant d'esprit ? Ces hommes, qui ont une si haute conscience et un si grand sentiment de leur devoir, sont surtout cramponnés au mandat qui les fait bien vivre. Aussi, comme dit La Fouchardière, "avant de voter une loi, ils ne se demandent pas : est-ce que c'est utile au pays ? Ils se demandent : est-ce que c'est avantageux pour la coterie ?". La coterie, c'est le parti qui les soutient, ce sont les camarades sans lesquels ils ne seraient rien. L'ex-prolétaire, l'ex-travailleur qui, dans quatre ans de haute solde municipale, départementale ou législative, à laquelle s'ajoutent tant de profits affairistes, amasse une fortune que ne lui aurait jamais rapportée son métier quel qu'il fût, se révèle un parfait bourgeois. Il n'est pas un cincinnatus et, lorsqu'il a été black-boulé, il use de tous ses moyens pour ne pas retourner à sa "mistouffe" originelle. On ne veut plus voyager et payer sa place en 3e classe dans la vie quand on a "resquillé" en 1ère, et on s'accroche à ses prébendes, même si on n'y a plus de titres. Le "peuple souverain" peut avoir signifié à l'ex-député qu'il l'a assez vu. Le parti est là : c'est un syndicat de défense politique. Il le fait installer dans une sinécure avantageuse en attendant l'occasion de le faire réélire quelque

part. C'est ainsi que d'anciens chambardiers deviennent chefs dans l'administration, préfets, trésoriers payeurs généraux, ambassadeurs, gouverneurs de colonies, etc., en attendant de se "dévouer" de nouveau pour un mandat électoral. Si l'homme est devenu impossible auprès de ses électeurs, on le patronne dans d'autres circonscriptions. Il ne connaît rien des intérêts locaux qu'il aura à représenter, mais il n'en a pas plus besoin qu'un ministre dans les choses de son ministère.

[...] Chaque parti politique est la pureté même. C'est toujours chez le voisin que se produisent les collusions immorales. On crie d'autant plus fort contre celles de l'adversaire qu'on fait silence sur les siennes. "Le propre des hommes de parti est de se soutenir, même sans s'estimer, parce qu'il est moins utile de s'estimer que de se soutenir", dit la morale politicienne. Quand les intérêts des partis différents ne sont pas trop opposés, il y a alors la solidarité politicienne qui joue. "J'aurais pu désavouer mon prédécesseur. Je ne l'ai pas voulu. Ce sont des choses que l'on ne fait pas", disait M. Caillaux devant la commission d'enquête informant sur l'affaire Oustric. M. Caillaux appellerait un agent de police pour arrêter un pickpocket opérant sous ses yeux la substitution d'un portefeuille particulier, mais il ne dit rien quand le pickpocket s'attaque à un portefeuille public. C'est de la morale politicienne. Toute notion d'équité est ainsi complètement faussée au profit des intérêts politiques : ils font de la justice une chose absolument circonstancielle.

Non seulement il y a une justice de classe, instrument de la lutte de classe, qui multiplie l'illégalité et l'arbitraire contre ses ennemis de classe et pratique une perpétuelle violation de la liberté individuelle, mais il y a une justice de parti, de boutique, de caverne électoral, et elle sévit de plus en plus grâce aux mœurs politiciennes. [...]

Dans le rejet de la classe politique, il y a en apparence quelque chose de sain. Mais dans notre époque, fort confuse, où la classe ouvrière est désarmée, désarmée, le rejet ne signifie pas la révolte, encore moins le désir et la volonté de changement. L'idée d'une classe politique corrompue s'est inscrite dans ces mentalités comme un fait normal. "C'est des pourris, mais à leur place, j'en ferais autant". Mille fois entendu. L'absence de repères, de projets, d'idéal, amène nombre de personnes à l'acceptation fatale de ce système et de sa règle : la guerre de tous contre tous. En France, la « démerde », l'anarchie sont des valeurs sûres. Chacun les pratique à son niveau, après tout !

La seule critique des politiciens a ses limites. Et son danger est de renforcer le camp d'autres politiciens, ceux qui se situent à l'extrême droite, et qui assurent leur succès notamment autour du thème de la dénonciation de l'« établissement ».

Notre critique doit être résolument constructive. Le mouvement libertaire continuera de proposer à la société, en marge et contre les politiciens et la politique, des idées pour agir aujourd'hui, des éléments de réflexion pour l'élaboration d'une société libre.

LAURENT FOULLARD

(1) On peut lire l'intégralité du texte d'Edouard Rothen, "La politique et les politiciens - une duperie, des dupes", dans *Volonté anarchiste* n° 10, qui présente également une biographie de l'auteur,

PARUTIONS

BULLETIN

Le n° 18 (automne 1995) du bulletin *Brisons nos chaînes* (du Réseau pour l'abolition de la télévision, animé par un militant FA) vient de paraître. Il coûte 10 F (plus 3,50 F de frais de port). En vente à la librairie du *Monde Libertaire* (chèque à l'ordre de Publico).

PRESSE

Le n° 122 (octobre 1995) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humour anarchiste de la région Rhône-Alpes, est paru. Il coûte 6 F. L'abonnement est de 60 F (pour dix numéros). Chèque à l'ordre de « *Contre-Courants* », La Ladière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot
 75011 Paris.
 Tél. : (1) 48.05.34.08.
 FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays
 A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Autre
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication :
 André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : La Vigie,
 24, rue Léon-Rogé,
 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145
 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — La Vigie
 Diffusion SAEM
 Transport Presse

A PROPOS DES MOUVEMENTS SOCIAUX DU 10 OCTOBRE...

Les positions de la CNT

L'année sociale 1995-1996 risque d'être une année chaude. Les agressions multiples du gouvernement contre les salariés, et particulièrement contre ceux du secteur public, détruisent le mythe du « partenariat » social et mettent les travailleurs de ce pays devant leurs propres responsabilités : prendre ou non leurs affaires en mains.

Pendant la journée du 10 octobre, les syndicats et les militants de la CNT (33, rue des Vignoles, 75020 Paris) se sont joints aux mouvements revendicatifs, dans les entreprises et dans la rue.

Les positions de la CNT ont tenté de dépasser les revendications du seul secteur public, en mettant

l'accent sur l'évidente solidarité de tous les travailleurs et sur le thème de la précarité qui touche tous les salariés.

Lors des mouvements de la journée du 10 octobre, l'Union des syndicats CNT de la région parisienne a diffusé un tract dense qui rappelle l'essentiel des options fondamentales de cette confédération.

Pour préciser ces options dans le secteur de l'Éducation nationale, le syndicat CNT-Education de l'Essonne a, à son tour, diffusé un texte, repris par les syndicats adhérant à la Fédération SSE.

Voici, ci-dessous, le contenu de ces deux tracts.

YVES PEYRAUT

10 octobre : contre le gel des salaires ? Oui, mais encore...

Le 10 octobre 1995, l'ensemble des organisations syndicales de la fonction publique appelle unitairement à la grève générale de 24 heures, contre le gel programmé des salaires pour 1996. Il s'agit de riposter à l'agression du pouvoir menant une politique antisociale vis-à-vis des fonctionnaires au nom d'une soi-disant lutte contre les privilèges. La tactique de Juppé est celle de Madelin, viré parce qu'il avait dit

tout haut ce que le gouvernement pensait tout bas. En l'occurrence, l'objectif est de diviser les travailleurs pour mieux régner, d'opposer les salariés du public, présentés comme nantis, à ceux du privé condamnés au chômage. Dans ce contexte, les syndicats CNT de la région parisienne considèrent que cette grève répond à une aspiration profonde de la base, celle de lutter tous ensemble. Mais l'initiative prise ne doit pas s'arrêter en chemin, il faut proposer la grève générale reconductible du secteur public et du secteur privé, même si nous savons que jamais les dirigeants des syndicats traditionnels n'iront dans ce sens.

Les syndicats CNT du secteur public entendent par ailleurs ne pas limiter les objectifs de la mobilisation à la seule question des salaires, mais aussi étendre la lutte pour améliorer immédiatement les conditions de travail et la situation des CES, des

contractuels, des auxiliaires, et contre une gestion de type privé de la fonction publique.

Défense immédiate des précaires du secteur public ! — Le phénomène marquant, sur le plan des effectifs, dans la fonction publique est, outre les milliers de suppressions d'emplois, le développement inouï de la précarité. La fonction publique utilise 400 000 Contrats emploi solidarité (CES), 60 000 rien que pour l'Éducation nationale. La Poste, les Télécom, EDF, la RATP, la SNCF utilisent cette main-d'œuvre à bon marché, sous-payée, surexploitée. Dans l'Éducation, la rentrée 1995 a vu le licenciement de 10 à 15 000 maîtres auxiliaires.

Dans le secteur public, se développe ainsi un nouveau type d'exploités, et il faut bien le dire cette situation ne provoque souvent que l'indifférence des centrales syndicales traditionnelles. Dans l'Éducation, n'y a-t-il pas eu un syndicat qui soit allé jusqu'à refuser de syndiquer les CES ? Sans oublier, à côté des CES, les nombreux contractuels (CDD) qui font partie de

cette nouvelle catégorie d'OS.

L'Union régionale CNT d'Ile-de-France propose, comme revendications prioritaires, la titularisation immédiate et sans condition de tous les hors-statuts, condition d'une véritable insertion professionnelle de ces salariés. Car il est syndicalement inacceptable de s'opposer au gel des salaires des titulaires sans poser, dans le même temps, les conditions de travail et de paie de précaires du secteur public.

Contre la soumission de la fonction publique à l'idéologie libérale ! — Pour les syndicats CNT, aucun combat ne peut se mener dans ce secteur sans une remise en cause radicale des méthodes de gestion qu'on nous impose aujourd'hui dans le service public. Dans les PTT, à EDF, chez les cheminots comme dans l'éducation ou les transports, les critères de fonctionnement sont désormais ceux de la rentabilité, de la productivité, étapes vers une privatisation partielle ou totale. En ce sens, la CNT entend combattre sans concession les nouvelles méthodes de gestion du personnel, le déferlement des techniques de communication, bourrage de crâne visant à conditionner le personnel, la sacrosainte loi de l'objectif (individuel ou collectif). Tout ce dispositif ne vise qu'à la liquidation de la notion de service public et son remplacement par des critères de rentabilité s'accompagnant de fermetures de classes scolaires, de lignes SNCF, de lignes SNCF ou routières, alors que, dans le même temps, la privatisation des activités les plus juteuses se prépare, en conformité avec les normes capitalistes européennes.

La lutte contre le gel des salaires, pour la titularisation des précaires, serait donc incomplète sans la volonté revendicative de refuser la soumission de la fonction publique aux lois du secteur privé, sans la volonté de revendiquer un service

public garanti à tous.

Exiger une réduction du temps de travail dans la fonction publique en solidarité avec la lutte des chômeurs —

Les syndicats CNT d'Ile-de-France présents dans cette mobilisation proposent une diminution massive du temps de travail sans perte de salaire (30 heures), car c'est une exigence sociale. De ce point de vue, la CNT refuse un syndicalisme de fonctionnaire, qui serait indifférent à l'exclusion des chômeurs et RMistes. La grève du 10 octobre pourrait donc montrer en termes revendicatifs que l'unité de tous les salariés, avec ou sans emploi, doit s'affirmer sans ambiguïté. Il s'agit là de notre réponse à Madelin/Juppé qui veulent nous opposer les uns aux autres, alors que nos intérêts sont communs. Ainsi, il sera possible de réaliser l'unité de lutte des travailleurs de la fonction publique et privé contre les véritables privilégiés : ceux qui nous oppriment, nous licencient, nous expulsent et nous exploitent.

Dans cette action, pour nous unir à la base, nous préparerons les conditions d'une véritable grève générale contre le pouvoir. Et, en luttant ensemble, nous avancerons dans la bonne direction, celle qui impose de renverser ce système inique et inégalitaire. Car les syndicats de la CNT, porteurs d'un projet social autogestionnaire n'entendent pas limiter la lutte à des journées de grève ponctuelles.

L'utopie, c'est de croire qu'on pourra changer cette société sans bouleverser ses structures hiérarchiques et économiques : les possédants ne se laisseront pas déployer facilement, c'est pourquoi nous, travailleurs du public et du privé, chômeurs, précaires, exclus, devons dépasser tous les clivages créés par le pouvoir pour aller ensemble vers une véritable grève générale, porteuse d'une société, égalitaire celle-là.

Union des syndicats CNT

Si *Land and Freedom* de Ken Loach vous a fait découvrir les événements espagnols de 36-39, ne restez pas sur votre faim. Précipitez-vous sur *Un autre futur*, le film-documentaire de Richard Prost (durée : 2 h 51) sur l'Espagne libertaire. 200 F (+ 10% de frais de port). En vente à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico).

L'Éducation nationale est dans la rue

Etat des lieux

• Plus de 60 000 personnes sont employées en Contrats emploi solidarité (CES) dans l'Éducation nationale.

• 10 000 à 15 000 maîtres auxiliaires se retrouvent au chômage à la rentrée (plus de 7 000 MA non réemployés ont plus de 7 ans d'ancienneté). Ceux qui ont la chance de trouver un poste ont souvent une affectation incomplète et lointaine de leur domicile. Les MA étrangers risquent l'expulsion (nous avons eu connaissance de cas d'application de la « préférence nationale » dans les rectorats).

• 24 000 titulaires sont sans poste fixe. Ils sont titulaires académiques (TA). Dans le meilleur des cas, ils restent toute l'année dans le même établissement. Sinon, ils sont affectés sur deux établissements différents (de plus en plus souvent), parfois sur trois. Il n'est pas rare de connaître le lieu de l'affectation seulement deux jours avant la rentrée. Ils peuvent être également amenés à enseigner une discipline

qui n'est pas la leur. Cela arrive lors d'une affectation en lycée professionnel (par exemple, un prof d'histoire-géographie doit enseigner le français).

Il y a alors possibilité de refuser l'affectation, mais avec le risque de se retrouver très loin de chez soi... Situation marginale et temporaire il y a quelques années, cette situation devient la règle générale : 60% des sortants d'IUFM sont nommés comme titulaires académiques (en 1995, 6 700 sont TA sur 11 100 stagiaires. On frôle les 100% dans certaines académies et certaines disciplines (physique, histoire-géographie...).

• **Affectation des stagiaires IUFM** : les affectations sont souvent arbitraires (certains ont plus de 20 heures de transport par semaine en région parisienne) et hiérarchiques (les agrégés passent avant les certifiés, et les certifiés avant les MA...). Ils servent de bouche-trous, en fonction des enseignements à assurer et non en fonction de l'intérêt de la formation. Ils tombent souvent dans des établissements classés « sensibles »

ou ZEP. Certains parlent alors de démission, tellement ils sont confrontés à des cas difficiles auxquels ils n'étaient pas préparés. D'autres, anciens MA, ont directement un service complet et pas de formation (sous prétexte qu'ils ont déjà enseigné...).

• **Il y a dans le même temps 800 000 heures supplémentaires**, soit l'équivalent de 45 000 emplois. Depuis quelques années, il y a une tendance de plus en plus courante à coller des heures supplémentaires à tous les professeurs. Cela coûte moins cher à l'État et rapporte à ceux qui acceptent, et cela divise les personnels.

• **MI-SE : aucune création de postes.** Au contraire, on utilise de plus en plus de CES, d'appelés du contingent et de Contrats d'association à l'école (CAE) pour répondre au manque de pions, et c'est bien moins cher... Ces mesures n'offrent aucune perspective d'emplois stables pour ces personnels précaires. On propose également à des maîtres auxiliaires non réemployés des postes de MI-SE, bien sûr avec des conditions de travail dégradées (par exemple, un service de 32 heures au lieu de 28 heures pour les SE).

• **Les classes sont surchargées** : il paraît que le nombre d'élèves est en baisse. Mais on constate pourtant que les classes de Seconde, Première et Terminale ont souvent des effectifs de 35 à 40 élèves. Alors baisse-t-on le nombre de classes, pour les bourrer et pour résorber la baisse du nombre d'élèves ?

Nos revendications

• **Titularisation de tous les CES** sur leur poste, arrêt de ce type de contrat ne profitant qu'à l'employeur, et réduction du temps de travail (30 heures) sans réduction de salaire pour tous les personnels non enseignants.

• **Titularisation de tous les maîtres auxiliaires** par la voie de l'intégration.

• **Suppression des heures supplémentaires** et création des postes correspondants.

• **Un service de 15 heures** pour tous les enseignants.

• Possibilité pour les stagiaires d'être sur l'IUFM le plus proche et d'effectuer leurs heures en responsabilité dans la classe du tuteur. **Services de 4-6 heures pour les stagiaires.**

• **Réduction des effectifs** (24 élèves en école et collège, et 30 élèves en lycée).

• **Des créations de postes de MI-SE** (s'il n'y en a eu aucune pour la rentrée 95), et arrêt de l'emploi d'appelés du contingent (même si on ne leur en veut pas de vouloir échapper à la bêtise de l'armée...).

Quant à l'austérité salariale prônée par l'ensemble des gouvernements depuis plus de 10 ans pour cause de lutte contre le chômage, elle a montré que la réduction du pouvoir d'achat des uns n'éloignait pas l'exclusion sociale comme horizon pour les autres. La lutte pour de meilleurs salaires est partie intégrante du combat syndical, mais la priorité doit aller à l'élevation des salaires les plus bas. Est-il juste de réclamer plus pour les agrégés lorsqu'un agent de service en fin de carrière gagne moins de 7 000 F par mois ? Nous pensons que non, et nous favoriserons toujours les luttes qui visent à réduire la hiérarchie des salaires.

Pour imposer ces revendications, qui sont les plus élémentaires mesures de justice sociale, nous devons nous préparer à faire bien plus qu'une journée de grève générale !

CNT - Syndicat Education 91

ANTIFASCISME ET MANIPULATION

Retour à Carpentras

SOUVENONS-NOUS, mai 1990, des sépultures saccagées, un cadavre exhumé ; c'est la stupeur dans la région, dans la France entière. Les médias se pressent aux portes du cimetière, les hommes politiques s'intéressent de très près à ce drame. Sans attendre, le Front national est montré du doigt, Jean-Marie Le Pen est désigné coupable, un coupable idéal. Le ministre de l'Intérieur de l'époque déclare connaître les coupables, mais ils courent encore... Cette affaire semblait oubliée jusqu'à ce que « de nouveaux témoignages relancent l'enquête sur la profanation de Carpentras », selon le quotidien *Le Monde*, qui ajoute : « La justice s'éloigne de la piste d'extrême droite » (1).

Médias...

Cette profanation fut-elle une mise en scène ? C'est ce qu'affirmait le mensuel *Le Choc* du mois de juillet-août 1990, en présentant le « dossier Carpentras : la grande manipulation d'opinion » où il établissait un parallèle avec le faux « charnier de Timisoara » et la « guerre du Golfe ». Un an après les faits, la *Lettre de Jean-Marie Le Pen* laissait entendre que cette affaire était un « coup monté », faisant partie d'un vaste plan pour destabiliser le parti (2). Le 27 avril 1995, *National Hebdo* reproduisait une lettre ouverte de Jean-Marie Le Pen à François Mitterrand où il dénonçait ce « de ce tragique et détestable fait divers allait naître un mouvement de haine soigneusement orchestré par certains officines, mouvement dirigé habilement et de maître par des spécialistes de la manipulation des foules, à l'encontre du Front national. La quasi-totalité de l'Etablissement politico-médiatique allait s'associer à cette entreprise. [...] De Timisoara à Carpentras, il y a davantage qu'une rime tragique, il y a un même traitement politico-médiatique biaisé ».

Du côté de la grande presse et des télévisions, peu de journalistes mirent en doute la version communément admise : cette tragédie était due à la montée de l'antisémitisme. Pourtant,

dès le 7 juin 1990, Jean-Moïse Braitberg écrivait dans le *Quotidien de Paris* que l'empelement de F. Germon était « un mythe volontairement créé par une partie de la classe politique pour susciter une bien naturelle réaction d'horreur dans l'opinion. [...] Et compte tenu de l'incurie de la police qui n'a pu, à ce jour, retrouver les coupables, il est désormais permis de se demander si l'affaire de Carpentras, dont l'exploitation politique ne fait pas de doute, n'était pas, aussi, une machination ». Et dans les colonnes du *Monde* du 13 juin, Guy Porte rapportait : « Depuis quinze jours, la conviction de la police est que l'opération du cimetière a été en grande partie improvisée et n'avait sans doute pas de caractère réellement idéologique ». A l'automne, Paul Yonnet décrivait le contexte dans lequel se déroula cette affaire : « [...] lorsque survient Carpentras, l'antilepnisme devenu consensuel s'est fabriqué l'ennemi démoniaque et idéal qu'il voudrait bien avoir pour pouvoir mettre fin à l'irrésistibilité de la montée du Front national qu'il a cru déceler, et en exorciser la société française » (3). Mais ces quelques articles passèrent quasiment inaperçus. Pourtant, l'objectivité aurait voulu que cet événement soit relativisé si le contexte n'avait pas été lui-même préfabriqué.

...Politiciens

Aujourd'hui, plus de 5 ans après, les coupables n'ont toujours pas été officiellement identifiés. Ne correspondraient-ils pas au profil souhaité ? Le FN, lui, a vite abandonné la thèse de la manipulation tous azimuts pour privilégier la piste dont on parle depuis peu. En effet, il ne semble guère probable que cette affaire fut montée de toutes pièces, mais que l'on ait voulu profiter d'un tragique fait divers pour le transformer en scandale. Pour quelles raisons, la machine judiciaire est-elle relancée ? Grâce à la connaissance de nouveaux témoignages comme on l'affirme ? Peut-être, mais est-ce une raison suffisante ? Y aurait-il eu un coup de pouce pour laisser filtrer



Paris, le 14 mai 1990 : les « huiles » du Parti socialiste défilent après la profanation du cimetière juif de Carpentras. Photo Chesnot/Witt. Sipa press.

certain éléments ? Peut-être veut-on contrôler les inévitables fuites ? Que l'on évoque l'enquête dans l'émission de J. Pradel où l'on contredit la thèse que l'on a cessé de propager a de quoi surprendre (4). En tout cas, un tel revirement embarrassé sans aucun doute certaines personnalités.

Nous ne connaissons peut-être jamais les vrais responsables, mais une chose est sûre : nous avons bien du mal à nous retrouver dans ce labyrinthe de l'information, de la désinformation en tout genre. Ce qui prouve une chose : notre propre faiblesse et nos difficultés dans la recherche de l'information authentique et la capacité impressionnante des médias et de la classe politique à brouiller les cartes. Ne comprenant pas qu'il était face à une situation plus complexe qu'il ne paraissait, le mouvement libertaire s'est laissé emporter par la vague anti-lepniste, oubliant du même coup que les politiciens tenaient le gouvernement... Pour nous aussi, cette affaire tombait à point nommé, c'était la preuve irréfutable que le FN était dangereux. Et ne risquait-on pas de faire le jeu de ce parti en émettant quelques doutes ? Toutefois, dès juin 1990, le mensuel antifasciste *Celcius* avait prévenu ses lecteurs : « Devant l'absence de preuve et faute d'avoir

identifié les membres du « commando », nous devons rester vigilants quant aux accusations lancées et notamment contre le FN. Au risque d'en obtenir l'effet inverse, c'est-à-dire de renforcer son audience ». Mais qui a prêté attention à de tels propos ?

Responsables...

Ce fait est l'occasion d'ouvrir une nouvelle fois le procès de la direction du Parti socialiste en particulier, des politiciens en général et de cette information-spectacle (5). A l'époque, le public a subi un bombardement d'images et de déclarations afin de provoquer chez lui un réflexe émotionnel (inventant même l'empelement du cadavre démenti par la suite), avant d'être manipulé par la gauche. Les manifestants qui défilèrent le 14 mai 1990 aux côtés de François Mitterrand n'ont-ils pas été dupés ? Pouvaient-ils penser un seul instant que certains vautours rôdaient déjà autour des tombes profanées ?

Cet aveu conforte nombre de ces militants et sympathisants du FN à qui on a inlassablement dit qu'il s'agissait d'une manipulation. Se présentant comme un parti martyr, le FN a même osé établir un parallèle entre « Carpentras » et d'autres affaires (meurtre par un lepniste, à Marseille, d'un jeune Comorien en février 1995, meurtre d'une jeune marocaine, au pont du Carrousel, par des skinheads le 1^{er} mai). Mais à qui la faute ? Qui fait le jeu de qui ? Ce n'est certainement pas ceux qui manifestèrent contre Le Pen et qui s'aperçoivent aujourd'hui que l'on a abusé d'eux. L'extrême droite, elle, sait très bien tirer profit des erreurs de ses adversaires. Dans son édition du 28 septembre 1995, *National Hebdo* titrait en couverture : « Carpentras : Nous exigeons des excuses », et écrivait en page intérieure : « Cette machination fut, en son temps, la pièce maîtresse du dispositif anti-Le Pen et continue à diffuser sournoisement l'idée que le Front national est antisémite. Il est naturel que Le Pen

exige, pour lui et pour les siens, des excuses publiques de la part de la classe politique qui a entièrement trempé dans la manipulation ». Mais de telles proclamations n'atténuent en rien l'antisémitisme latent au sein de ce parti. Dans *National Hebdo*, journal « directement lié au FN », selon les propres termes de son éditeur Martin Peltier, François Brigneau ne rate pas une seule occasion pour vilipender le « lobby juif » (6). Et soyons sûr que le FN, à la recherche continue de la respectabilité, se serait bien passé de tout cela. De même, ce n'est pas de gaité de cœur qu'il a collaboré avec la police lors de l'enquête sur la mort de Brahim Bouarram (la victime du pont du Carrousel). La lecture attentive de la presse proche du FN laisse d'ailleurs apparaître sa mauvaise foi flagrante : le meurtrier n'était-il pas venu à Paris dans un car affrété par ce dernier ? Ce qu'il a été obligé de reconnaître...

...et coupables

Si la gauche, dans son ensemble, est incapable de contrer Jean-Marie Le Pen, c'est qu'elle se place sur le même terrain que ce dernier : la défense du libéralisme. Ils jouent ensemble au même jeu : celui de la conquête du pouvoir où tous les coups sont permis. Quand la gauche montre ses cartes de l'humanisme et brandit le spectre de Hitler, le FN sort son atout immigration/délinquance. Pendant ce temps, la population assiste à ce poker-menteur où le but est de s'attirer le plus de voix possible lors des consultations électorales. L'hypocrisie et l'opportunisme ne sont-elles pas les règles sacrées de la politique ?

Reconnaitre que le FN n'est pas directement impliqué dans cette profanation n'atténue en rien nos positions politiques envers lui. Mais les anarchistes ne se battent pas pour un monde meilleur avec des mensonges, en manipulant les individus. Si nos positions antiracistes ne sont nullement ébranlées, nos convictions anticapitalistes en sortent renforcées. Refuser d'être à la remorque des partis traditionnels, demeurer clairvoyants, ne pas se laisser emporter par des élans suscités en sous-marin, garder son autonomie de pensée, de réflexion et d'action tels sont les enseignements de cette triste affaire. Ce n'est pas en s'inscrivant dans une logique consensuelle de « front républicain », ni en faisant de la politique-spectacle qu'on lutte efficacement contre le FN. Car en s'opposant à ce parti, nous ne cherchons pas à défendre le capitalisme sous une forme ou sous une autre, mais à l'abattre, persuadés qu'une seule arme est invincible : celle de la vérité !

JEAN-CLAUDE PASCAL

(1) 21 septembre 1995.
(2) N° 135, 1^{er} mai 1995.
(3) « La machine Carpentras - histoire et sociologie d'un syndrome d'épuration », *Le Débat* n° 61, septembre-octobre 1990.
(4) Lundi 18 septembre 1995, *Témoign* n° 1 sur TF1.
(5) De supposées agressions racistes se succédèrent les semaines suivantes : le 16 mai 1990, une jeune fille affirmait avoir été agressée et tuée. En réalité, sa coupe de cheveux avait été ratée... A la recherche de l'audimat et du sensationnel, elles tenaient plus du scoop foireux que de l'honnête recherche de l'information et discréditèrent ainsi le combat antiraciste.
(6) *National Hebdo* du 21 septembre 1995.

Perpignan - 1^{er} - 4 Novembre 1995 - salle Arago « L'ANARCHISME... IMAGES ET RÉALITÉS »

• Mercredi 1^{er} novembre, 14 h - 20 h 30 : LES VISAGES DE L'ANARCHISME : Hugues Lenoir : *Unité et diversité de l'anarchisme* • Yves Peyraut : *Le communisme anarchiste comme idéal de société* • René Berthier : *Anarchisme et mouvement ouvrier*.
• Jeudi 2 novembre, 17 h - 20 h 30 : LUTTES D'AUJOURD'HUI ET PROPOSITIONS ANARCHISTES : Bernard Pensiot : *Les nouvelles données de la lutte* • Hélène Hernandez : *Syndicalisme en rupture* • Philippe Pelletier : *Ecologie, antifascisme : le point de vue anarchiste*.
• Vendredi 3 novembre, 17 h - 20 h 30 : IMAGES ET RÉALITÉS DE L'ANARCHISME : Ronald Creagh : *Utopies et créativité du mouvement libertaire* • Fernando Bronchal : *Labels et fanzines anarchistes en liberté* • Jérôme Varquez : *Le pacifisme et l'antimilitarisme anarchistes*.

• Samedi 4 novembre, 10 h - 13 h : ANARCHISME ET FÉMINISME : Hélène Hernandez : *Actualité de l'anarcho-féminisme*.
• Samedi 4 novembre, 16 h - 20 h : L'EDUCATION LIBERTAIRE COMME ALTERNATIVE : Jean-Marc Raynaud : *Education libertaire d'hier et d'aujourd'hui* • Bernard Lebouf : « Bonaventure », l'éducation libertaire en pratique.
• Du 1^{er} au 4 novembre, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, à la LIBRAIRIE INFOS de PERPIGNAN, 2, rue T. Guiter : EXPOSITIONS (affiches, presse, la vie d'un groupe anar...), VIDEOS (*Un noble en armes, De toda la vida, Bonaventure*).
• Vendredi 3, à 21 h 30 : *Le dernier des Mohicans*, de Michaël Mann, avec Daniel Day-Lewis (d'après le roman de J. F. Cooper - 1826) au CINEMAGINAIRE D'ARGELES • Samedi 4, à 21 h 30 : soirée musicale à la LIBRAIRIE INFOS.

CHRONIQUE DE L'IMMIGRATION

Les déboires de Sophie

Pauvre petite Sophie. Une vie déjà si dure pour une gamine qui n'a même pas vingt ans. Et on la persécute encore. La voilà écroulée sur sa chaise, dans la salle nord-est de la préfecture, pleurant toutes les larmes de son corps. Ses sanglots sont entrecoupés de grimaces de colère. Mélange entre le chagrin et la révolte contre l'injustice qu'on lui fait subir... Expédiée en France, alors qu'elle était mineure, chez une vague cousine qui avait la tutelle. Toute son adolescence, elle a servi de bonne à tout faire. La vie n'a pas dû être drôle tous les jours. A 18 ans, elle s'est retrouvée sans titre de séjour puisqu'elle était rentrée en France sans passer par la procédure de regroupement familial. C'est alors qu'elle rencontre un garçon. Elle en profite pour se libérer de sa cousine et va habiter chez lui. mais bientôt elle tombe enceinte et c'est le scénario classique. Le jeune Français, qui n'a pas envie de s'embarasser d'une femme et d'un enfant, l'abandonne peu après la naissance pour aller vivre sa vie aux Etats-Unis. Toutefois, il a reconnu l'enfant qui devient de nationalité française, puisque son papa est français.

Sophie se retrouve donc seule, majeure et sans papiers, sans famille pour l'aider et sans ressources aucune puisqu'elle n'a droit, vu qu'elle est en situation irrégulière, ni aux allocations familiales, ni à la Sécurité sociale, ni bien sûr au RMI. Avec, en plus, un enfant à élever. Elle a trouvé un foyer qui l'abrite, mais seulement pour une durée de quelques mois. Ensuite, il lui faudra partir. Que fera-t-elle alors ? Quand elle sera à la rue, on lui arrachera son enfant

sous prétexte de lui faire du bien et il sera placé à la DDASS.

L'avenir est sombre pour Sophie, et la seule chance qu'elle a de s'en sortir, c'est de bénéficier de la régularisation des parents étrangers d'enfants français qui a lieu actuellement. Si elle obtient une carte de séjour, elle pourra trouver du travail et aussi un logement, ce qui lui permettra de garder son enfant. C'est parce qu'elle voit ce dernier espoir lui échapper, tout le monde être régularisé sauf elle, que la jeune fille s'est mise à craquer.

Devant tant d'injustice, elle n'en finit plus de pleurer. J'essaie de lui expliquer la logique du préfet de Paris et pourquoi il s'acharne contre les mères célibataires. Selon lui, seuls les couples doivent être régularisés. Si les parents ne vivent plus ensemble, il considère qu'il y a présomption de fraude. C'est sa manière à lui d'interpréter la circulaire dont la rédaction est exprimée suffisamment floue pour que l'étude au cas par cas demeure à l'entière discrétion des préfets. Autrement dit, Sophie s'est fait faire un enfant uniquement dans le but d'obtenir des papiers. Pour la Préfecture, elle n'est pas une fille-mère abandonnée par un géniteur irresponsable mais une coquine coupable d'avoir, par des moyens peu recommandables, tenté d'extorquer un séjour auquel

elle n'avait pas droit. Une sorte de pute, en somme, qui aurait vendu son ventre pour avoir des papiers. Le devoir du préfet est donc de la punir, afin d'être conforme à sa morale de flic. Voilà ce que l'on gagne à mettre entre les mains de la police ce qui est du ressort des Affaires sociales. Une Française, qui se serait trouvée dans la même situation que Sophie, aurait été aidée. Parce qu'elle est étrangère, cette jeune fille, qui n'est qu'une victime, devient une criminelle.

A côté de moi, sur sa chaise, Sophie pleure toujours. Elle s'abandonne complètement comme un gros bébé. Comment intervenir dans ce chagrin immense ? Et pour lui offrir quoi ? Soudain, elle me glisse dans un souffle, entre deux sanglots qui secouent tout son

corps, qu'elle ne comprend pas pourquoi on est si méchant avec elle alors que les enfants des mères qu'on régularise sont tous en bonne santé...

Répète un peu, Sophie, ce que tu viens de dire... Ton petit garçon serait-il malade ? Il est asthmatique... Mais c'est merveilleux ! Tu m'apportes un certificat médical et je te promets de faire une lettre qui va lui arracher des larmes de sang à ce vieux crocodile de préfet. Il devra nous expliquer comment il compte s'y prendre pour te renvoyer en Afrique afin d'y chercher un visa, pour te renvoyer dans un pays où il est impossible de se procurer les médicaments nécessaires à un petit garçon asthmatique qui sera en danger de mort là-bas.

CLAUDE

NOUVELLES DU FRONT

Paroles d'insoumis nantais

Le texte qui suit explique les motivations qui poussent deux jeunes (Germinal Vallès-Soto et Mikael Lelann) à refuser l'institution militaire française. Ils sont membres du Réseau autonome de Bretagne, qui par la même occasion a décidé de lancer une campagne d'agitation antimilitariste en Bretagne. Si vous voulez prendre part à cette initiative, contactez le RAB à l'adresse suivante : DISPAC'H c/o « Le Local », 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes.

Si l'on dresse aujourd'hui un portrait économique et social de la Bretagne, c'est à un visage hideux que l'on doit faire face : des campagnes désertées ou exploitées industriellement, des villes où design et technologie côtoient chômage et misère, une côte de plus en plus vouée au bétonnage et au tourisme de masse. Mais au beau milieu de cette fange, un secteur reste florissant : l'armée.

L'armée avec ses arsenaux, sa marine, sa Force d'Assassinat

rapide... s'étend sur notre pays et, telle une lèpre, envahit l'ensemble de la société. Car l'armée est résolument moderne ! Elle forme des techniciens de tout poil, offre une carrière ou un bon démarrage dans la vie active à un nombre toujours grandissant d'individus. Ainsi introduite dans la société « civile », elle peut aisément faire oublier son rôle véritable : bras armé de l'Etat français, elle soutient les dictatures dans les néo-colonies par le biais des ventes d'armes (la France est le

premier exportateur d'armes vers le tiers monde) et par ses interventions armées à l'étranger, réprime les mouvements populaires de protestation (gendarmes mobiles pendant le mouvement anti-CIP ou les émeutes de pêcheurs) et participe, par le biais de la gendarmerie, au contrôle des populations rurales. De plus, en tant qu'institution totalitaire, elle ne peut tolérer une quelconque critique à son encontre : il suffit pour s'en convaincre de regarder comment elle traite les insoumis, déserteurs et autres réfractaires à l'ordre militaire.

Enfin, tant par sa présence dans la société civile que par le biais du service militaire, l'armée introduit ses valeurs exécrables jusque dans nos foyers et nos bistrotts de quartier : contre la démocratie et la responsa-

bilité, elle impose ses valeurs autoritaires et bureaucratiques ; contre le droit à la différence, la tolérance et le respect entre les peuples, elle attise le racisme le plus obtus, racisme qui s'exerce contre tous les êtres contrairement à la triste normalité militaire que ce soit contre les femmes, contre les étrangers ou contre les partisans de l'amour libre (homosexuels, lesbiennes et autres cauchemars de la sainte et exemplaire famille chrétienne et occidentale).

C'est pour nous opposer à cette société en général et à son armée en particulier que nous avons décidé, après avoir demandé le statut d'objet de conscience, de nous insoumettre à l'armée française.

GERMINAL et MIKAEL

RENDEZ-VOUS

CLERMONT-FERRAND

Le groupe Spartacus de la Fédération anarchiste tient sa permanence (avec table de presse) le samedi, entre 14 h et 17 h, à l'Aténéo, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

PARIS

L'Union régionale parisienne de la FA tient une permanence le samedi, de 15 h à 17 h, au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (métro Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

MONTPELLIER

Le groupe FA organise une projection vidéo sur Superphénix et sur la FA et l'immigration (La Rue nous appartient, de Michèle Rollin), le 22 octobre, à 15 h, à l'Antre anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

TOULOUSE

Le groupe Albert-Camus a acheté un local de 85 m². Une souscription est ouverte. Chèque à l'ordre de « FA de Haute-Garonne ». FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.

VALENCE

Quand les anti-IVG repartent en croisade, organisons la riposte !

Le samedi 7 octobre, l'association anti-avortement « SOS-Tout petit », soutenue par les 30 associations de l'Alliance chrétienne, appelait à « une journée d'action pour la vie » à Valence, préfecture de la Drôme.

Cette journée devait se composer, de 9 h à 16 h, d'une manifestation agrémentée de prières et d'une diffusion de tracts sur « la civilisation de la mort » devant l'hôpital de la ville, puis à 17 h d'un rosaire pour la vie, en la cathédrale.

Pour cette opération, le choix de Valence n'était certainement pas innocent, puisque tout près de là se trouve un sanctuaire construit en 1974, lors d'un vœu pro-vie. Les anti-IVG, qui ont mené ces dernières années de nombreuses opérations de commandos dans la région Rhône-Alpes, sauf à Saint-Etienne et, justement, à Valence, espéraient certainement y trouver un réseau local. Par ailleurs, le changement de municipalité, après 16 ans de socialisme, en faveur d'un maire d'une droite fortement réactionnaire (le RPR P. Labaume fut un des premiers maires à interdire la mendicité, durant l'été 1995), leur offrait un climat favorable pour cette opération. Une opération qui se voulait médiatique, bien que préparée dans la discrétion.

Malheureusement pour « SOS-Tout petit », l'information a filtré. Et la veille de l'opération, à l'initiative de la librairie La Gryffe, du Collectif d'actions et de réflexions pour l'égalité des sexes (CARES) et de l'union locale de la FA de Lyon, une vingtaine de militantes et militants lyonnais décidèrent de se rendre sur place, afin d'empêcher les anti-IVG d'occuper le terrain et de manifester pour le retour, en toute tranquillité, de l'ordre moral.

L'important était pour les contre-manifestants de montrer qu'une riposte rapide peut s'organiser, de réaffirmer leur soutien au personnel hospitalier des centres d'IVG et la nécessité du droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits. Par ailleurs, en organisant une telle riposte, nous avons cassé

l'objectif de « SOS-Tout petit » de faire une action médiatique en occupant seul le terrain, ce qui lui aurait procuré une prétendue légitimité.

Rejoints sur place par une dizaine de sympathisants libertaires de Valence, Crest et de l'Ardèche, ainsi que par quelques membres de l'Union des femmes françaises et de la CGT qui avaient pu être prévenus à temps, les militants pro-IVG se retrouvèrent face à une douzaine d'illuminés, seulement, conduits par Xavier Dor, le président de « SOS-Tout petit ». Avant même que ces derniers eurent le temps de s'installer, ils furent dépossédés de leurs tracts et affiches, que nous nous sommes empressés de brûler. Réduits à l'inactivité, sans matériel de propagande, soumis à la pression, les intégristes se sont alors regroupés dans un coin, afin de réciter le chapelet et de chanter des cantiques. Une partie de leurs adversaires les ont encerclés, afin de les couvrir de slogans, sifflets et même d'un petit air d'accordéon, pendant que d'autres camarades occupaient le rond-point situé devant l'hôpital, en déployant des banderoles et pancartes et en distribuant des tracts aux automobilistes. Après plusieurs heures, nos quelques illuminés finirent par craquer et abandonnèrent les lieux.

La riposte organisée fut donc une réussite, ceci en montrant d'une part que face au retour de l'ordre moral nous étions là pour occuper le terrain et d'autre part en neutralisant l'action de propagande des anti-IVG. Action de propagande qui se retourna même en notre faveur.

Espérons que la prochaine fois, les partisans de l'avortement et de la contraception seront à nouveau prévenus à l'avance de toute menée intégriste, afin de faire partir leurs saloperies propagandistes en fumée et de leur chauffer les oreilles de slogans. « Ah, si Marie avait connu l'avortement... »

DAVID (gr. Durruti - Lyon)

Après les fonctionnaires... à quand la grève générale ?

(suite de la « une »)
dématurée des manifestations » (à la « une » d'un grand quotidien du soir) : « Grève inutile » (l'ineffable Figaro). Les donneurs de leçons, souvent associés aux faux-culs, ont pu affirmer à l'exemple de Jean Puech, le ministre de la Fonction publique : cette grève « n'est pas tout à fait justifiée [...], mais ma porte sera toujours ouverte pour un vrai dialogue social ». C'est beau, une affirmation pareille. Surtout quand elle fait écho aux propos d'éminents syndicalistes, comme Nicole Notat (CFDT) : « Il faut savoir user du droit de grève sans en abuser ». Mieux encore, dans le genre des promesses toujours des promesses, Marc Blondel (Force ouvrière) : « La grève du service

public sera suivie d'une autre qui sera générale... »

Triste spectacle en réalité, où les clowns jaunes du syndicalisme se refont une santé sur le dos des fonctionnaires lambda invités pour une journée à faire la fête dans les rues, pour mieux reprendre le boulot dès le lendemain. Il est vrai que les fonctionnaires ont le dos large : le milieu est taxé d'être constitué de « nantis », de « privilégiés », par celles et ceux qui se paient un loyer mensuel équivalent à six fois l'allocation RMI. Et, en même temps, ce milieu demeure le seul

endroit où Blondel, Viannet et Notat recensent un taux encore honorable d'adhérents. Et, comble d'ironie, les experts en sciences politiques (ça existe !) parlent régulièrement, à propos des fonctionnaires, « du peuple de gauche ». Tous les ingrédients ont donc été réunis pour en faire de jolis dindons, d'une farce qui j'espère pour eux ne durera pas trop longtemps encore. Enfin, c'est leur affaire. Est dindon, qui veut ! A quand, déjà, la grève générale ?

ALAIN DERVIN
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

BILLET D'HUMEUR

Le 10 octobre, était-ce bien une grève ?

Orchestres, ballons... ambiance bon enfant des milliers de fonctionnaires dans la rue. Est-ce une grève ? Certes, ce mardi 10 octobre, les grévistes ont perdu une journée de salaire. Les usagers ont dû ressortir leur vélo, marcher, voire mieux pour certains : passer une journée au plumard ou dans les supers marchés.

Mais cette journée nous rappelait ces grandes manifestations pour l'école laïque, organisées le dimanche dans la joie et la bonne humeur. Mais vraiment était-ce bien une grève, cette journée d'action de la fonction publique ? D'où la trouille : belle manif ou fausse grève ? Quelles étaient les revendications ? Ah oui, les salaires, l'emploi, le service public. De quoi faire une vraie grève en fait, avec rapport de forces : piquets de grève, revendications à satisfaire et bras de fer avec les décideurs. Non, on n'a rien observé de tout cela. Les confédération syndicales peuvent être fières : elles ont mobilisé leurs troupes. Après tout, c'était peut-être là leur seul objectif. En tout cas, il y a eu marché de dupes. Une grève, c'est autre chose. A bon entendeur, salut !

NADA

CÉBAZAT (63)
samedi 28 octobre - 20 h 30
salle Prugnard
TRISTAN LÉA
chante Léo Ferré
et Jean-Roger Caussimon.
Prix : 50 F.
Réservation (chèque + enveloppe
timbrée avec adresse pour l'envoi
du billet, par retour de courrier) :
« La Ronde autour
de la maison sculptée »
1, place de la Boussadet
63118 Cébazat.
Tél. : 73.87.91.90 (de 18 h à 20 h).

Radio Libertaire (89.4)

« Les Chroniques de l'ozone », lundi de 16 h à 18 h.

« Les Chroniques de l'ozone », drôle de titre pour une drôle d'émission. Mais l'ozone, c'est la vie et pas d'être vivants sans créations, tous azimuts. Plus que des analyses de styles, d'écritures, de savoir-faire (nous partons du principe que nos activités possèdent la pratique de l'instrument qu'ils utilisent), l'émission se veut dynamique de toute expression rebelle, non cloisonnée et le questionnement d'hommes vivants qui ne cessent eux-mêmes d'interroger cet univers chiffonné.

Pour la création qui donne à découvrir la complexité humaine, qui explore l'intimité secrète, enfouie ; qui cherche, sans cesse, de nouveaux rapports sociaux et qui se retrouve, souvent, toujours en rupture avec la loi. Cette hydre qui classe, étiquette, catégorise, range, ronge, brise, interdit, autorise ou « civilise ».

La création, la vraie, celle qui échappe à tout, ne peut être que libertaire puisqu'elle chemine sur des sentiers interdits, vers des lieux interdits, pour des vies interdites, contre toutes les logiques et les systèmes.

Une émission pour l'individu, pour déplacer le centre de gravité des choses. Non pour le pire mais pour le meilleur. Non pour la mort mais pour la vie.

En votre compagnie pertinente et impertinente, avec Amandine, Danièle, Jehan Van Langhenhoven.

THÉOPHILE

« Microclimat », la seule émission radio en couleurs,
le jeudi de 20 h 30 à 22 h.

« Microclimat », émission radiophonique hebdomadaire d'une heure et demi, est de retour après quelques années de voyage.

Emission d'informations, en direct, consacrée chaque fois à un sujet différent, avec des invités spécialistes du thème du jour, elle est agrémentée de chroniques (La semaine de la hyène, La vie sexuelle des animaux...) et de pauses musicales de circonstance.

Chaque premier jeudi du mois sur le nucléaire, une nette tendance, mais pas une exclusive, vers l'écologie et l'environnement. « Microclimat » est le rendez-vous d'une autre vision, d'une autre information dans les domaines traités.

Nous vous proposons de :

- nous envoyer vos informations et/ou des exemplaires de votre journal ;
- nous faire parvenir des numéros supplémentaires (avant-dernier ou dernier sorti, de préférence), afin de les offrir aux auditeurs et auditrices ;
- faire connaître à vos lecteurs l'existence de « Microclimat » ;
- faire savoir à des ondes similaires, dans d'autres régions ou d'autres pays, qu'il est possible de récupérer et faire diffuser régulièrement ou ponctuellement ces programmes (sous conditions).

PERLINE

N.B. : le principe de RL étant le bénévolat, on ne peut être disponible tout le temps, ni à l'importe quel moment. Le meilleur moyen pour nous joindre est le courrier ou le fax, permettant de vous contacter lorsque cela est le plus facile. Merci de votre compréhension. « Microclimat » c/o Radio



RADIO LIBERTAIRE

La voix sans dieu, sans maître et sans propriété de la Fédération Anarchiste

89.4



LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
<ul style="list-style-type: none"> * 8 h 30 : Lundi matin, infos, revue de presse * 10 h 30 : Mélange, musiques et actualité du spectacle * 13 h : At the Jazz Band Ball * 14 h : Micro-musique * 15 h : Koumbi, le rendez-vous des villages africains à Paris * 16 h : Les Chroniques de l'ozone, poésie, chansons et littérature avec Théophile * 18 h : Chroniques Syndicales, luttes sociales, commentaires et analyses * 19 h 30 : La Mémoire Sociale, histoire du mouvement libertaire * 21 h : Ça Urge au Bout de la Scène, actualités de la chanson * 22 h 30 : De la Pente du Carmel, la vue est magnifique * 0 h 30 : Acouphène, technoculture 	<ul style="list-style-type: none"> * 7 h : Rebel Reggae Musik * 9 h : rediffusion de Femmes Libres * 11 h : Musiques sans frontière * 12 h 30 : Wreck this Mess, cocktail de musiques radicales * 14 h 30 : L'Idée anarchiste, textes historiques ou actuels de l'anarchisme * 16 h : Petites annonces, annonces d'entraide * 18 h : Idéaux et Débats, émission littéraire / *Chronique du nouvel ordre mondial * 19 h 30 : Paroles d'Associations, magazine de la vie associative et culturelle * 20 h 30 : Radio Libertaria, réflexions et analyses sur l'actualité nationale et internationale avec des militants de la CNT-AIT * 22 h 30 : Mo Bass, rap et soul 	<ul style="list-style-type: none"> * 7 h 30 : Libertaire Matin, infos, revue de presse * 9 h 30 : Cannelle et Cerises, chansons et musiques du monde * 10 h 30 : Blues en liberté * 12 h Le Manège, théâtre, cinéma, confiture et café crème * 16 h 30 : Jazz en Liberté * 18 h 30 : Femmes Libres, femmes qui luttent, femmes qui témoignent * 20 h 30 : Ras-les-Murs, contre la prison, actualités des luttes de prisonniers * 22 h 30 : Traffic, rock, actualités et interviews 	<ul style="list-style-type: none"> * 8 h : Chansons et rendez-vous de Radio Libertaire * 10 h : Chroniques Hebdo, analyses libertaires de l'actualité * 12 h : Mon Nom est Personne, l'actualité du théâtre * 14 h : Netdahe, mélodies offensives * 15 h : Humeurs Noires, émission animée par Serge Livrozet * 16 h 30 : Baobab, rendez-vous culturel négro-africain * 18 h : Si Vis Pacem, émission antimilitariste avec l'Union Pacifiste de France * 19 h 30 : Affinités électives, infos gays et lesbiennes * 20 h 30 : Microclimat, science, écologie, nucléaire * 22 h : Epsilonia, digressions musicales, musique électro-acoustique et expérimentale 	<ul style="list-style-type: none"> * 8 h : Micro-musique * 9 h 30 : Radio Cartable, la radio des enfants des écoles d'Try-sur-Seine * 10 h 30 : L'Atelier, magazine des arts plastiques * 12 h : Tiens, voilà le Hallebardier, l'actualité du théâtre * 13 h 30 : Pensées à Débattre * 14 h 30 : Bibliomanie, autour des livres * 16 h : Réflex, émission antifasciste * 18 h : Radio Esperanto * 19 h : L'Invité du Vendredi, avec la Ligue des Droits de l'Homme et l'Union Rationnaliste de France * 21 h : Koumbi, le rendez-vous des villages africains en France * 22 h 30 : Rochontakt, le feeling intact, l'actualité du rock 	<ul style="list-style-type: none"> * 10 h : La philanthropie de Fourrier charpentier * 11 h 30 : Chroniques syndicales, luttes et actualités sociales * 13 h 30 : Chroniques Rebelles, débats, dossiers et rencontres * 14 h 30 : Dessous de Scène, le magazine de la chanson vivante * 16 h 30 : Sans toit ni loi, émission sur les mal-logés * 18 h : Bulles noires, bande dessinée et polar * 19 h 30 : *1275 âmes, jazz et polar / *Tribuna latino-americana * 21 h : Les Gros niquent les Martiennes, science fiction * 22 h : *Orpheus, musique classique / *Le rose et le noir, association Act-Up / **Les incorrigibles, autour de la drogue * 24 h : Nuits off, topologies sonores, rock et chroniques 	<ul style="list-style-type: none"> * 8 h 30 : Golos Trouda, la voix du travail (émission franco-russe) * 10 h : La matinée anticléricale, avec la Libre Pensée * 12 h : Folk à lier, le magazine des musiques traditionnelles * 14 h : *Pouvoirs, groupe du XIII^{ème} de la FA / *Le téléphone arabe (culture, politique, histoire du monde arabe) / **Et dans le mot conscience, il y a le mot... (émission sur la science) * 15 h 30 : Romano Lil, histoires et cultures tziganes * 17 h : *Fondu au Noir, du cinéma et des dossiers / *Il y de la fumée dans le Poste, émission sur les drogues douces, animée par le CIRC * 18 h 30 : *Echos et Frémissements d'Irlande / *Hors-Jeu, l'expression des banlieues * 20 h 30 : Les Oiseaux de la Nuit * 22 h : Liaisons Dangereuses, rock et libres propos.



Grille à jour
au 19 octobre 1995

* : émissions animées par des militantes et militants de la FA. ** : émissions quinzomadaires. ** : émissions mensuelles.

Permanence : le mercredi, de 18 h à 19 h 30, au siège social : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 48.05.34.08. Studio : 42.62.90.51.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

« **Psychanalyse et anarchie** »

R. Dadoun,

J. Lesage de la Haye et P. Garnier

éditions ACL. 30 F

AUX PREMIERS « ABORDS », il pourrait paraître quelque peu paradoxal de vouloir rapprocher la psychanalyse de l'anarchisme, ou l'anarchisme de la psychanalyse. Pour certains, même le titre de la brochure parue à l'Atelier de création libertaire (ACL) sonne comme une véritable provocation. Cependant, ce sentiment ne peut qu'émaner d'une certaine méconnaissance du sujet, méconnaissance que cette brochure comblera sûrement !

Si l'on s'arrête à la psychanalyse comme étant une « science bourgeoise », réservée aux « nantis » et aux « intellos », et/ou comme une technique normative, réadaptive, inscrite dans des rapports sociaux déterminés, il est vrai qu'une telle entreprise de réhabilitation (1) est alors vouée à l'échec.

Mais « la psychanalyse, qu'elle soit freudienne, lacanienne ou reichienne, dépasse de beaucoup les techniques auxquelles on la réduit parfois. » C'est alors qu'apparaissent les « points de nouages et de débat » entre les deux démarches. De fait, les régimes totalitaires ont souvent assimilé la psychanalyse à l'anarchie. Mais c'est surtout parce qu'elle représente une grille explicative, une façon de lire le monde, originale dans laquelle existent véritablement des « passerelles » avec cette autre grille qu'est

l'anarchisme que cette approche prend tout son sens.

Ce sont ces « passerelles » que nous présentent, tout au long de cette brochure, les auteurs Roger Dadoun, Jacques Lesage de la Haye et Philippe Garnier. Une relation existe du fait même que la psychanalyse s'est placée sous le signe de la révolution — révolution qui remet en cause la domination du Moi à l'intérieur du psychisme (annihilant de fait la notion judéo-chrétienne de libre-arbitre) — et du fait de l'existence d'une pulsion d'emprise appelée aussi pulsion de pouvoir (Roger Dadoun) ! Cela ne peut que nous interpeller quelque part...

D'autant plus que le milieu libertaire (lui-même oserai-je dire ?) n'est pas exempt d'exemples du type « guerre des chefs ». Ce qui fait dire très justement à Jacques Lesage de la Haye qu'on ne peut pas être profondément anarchiste « si on n'a pas fait la révolution jusqu'au plus profond de ses profondeurs ». Roger Dadoun, pour ainsi dire, enfonce le clou puisqu'il écrit que la psychanalyse pourrait fonctionner comme « anarchie critique », c'est-à-dire comme « un moyen efficace d'empêcher la clôture de la pensée anarchiste ».

C'est en cela, s'accordent les auteurs, que la convergence entre la psychanalyse et l'anarchisme se situe de manière la plus enrichissante : « Si la psychanalyse, par son questionnement radical du désir et du langage humain peut conduire en un point complexe d'où peut surgir ce qu'on peut appeler l'invention de sa propre vie, ou une dynamique créative, l'anarchisme peut aussi amener, par exemple, par sa critique extrême de tout pouvoir, en un point limite où chacun est paradoxalement mis en demeure d'inventer son propre chemin » (Philippe Garnier).

Il est impossible, dans le cadre étroit de cet article de présenter l'étendue des richesses que recèle cette brochure ; riche, je le répète, autant en apport d'informations qu'en ouvertures vers des questionnements, des débats nouveaux (sur la prise conscience de la psychanalyse de la dimension sociale, sur la pulsion d'emprise, sur la transmission, le langage, l'institution, la création, etc).

Une surprise néanmoins — *in cauda venenum* — peut apparaître lorsqu'on achève la lecture de cette brochure : l'absence de référence au psychanalyste Erich Fromm (que Gaston Leval tenait en haute estime, paraît-il). Bien que critiquable, Fromm a merveilleusement décrit le phénomène de soumission-domination qui ne peut qu'intéresser les libertaires (2).

Par cette brochure, l'ACL continue son « œuvre de salubrité publique » en impulsant de nouveaux débats, dont l'anarchisme ne peut en sortir qu'enrichi.

BATKO

(1) C'est, je crois, le mot juste. Il suffit de considérer les querelles qui émanaient des révolutionnaires comme des thérapeutes dans les années 70. Cf. l'article de Jacques Lesage de la Haye.

Lectures mexicaines (3)

« Ya Basta ! », sous-commandant Marcos. 150 F.

150 F, c'est cher ! Mais l'ouvrage est volumineux, et il est très certainement l'ouvrage de référence de la révolte zapatiste, de 1994. La référence, car l'information est puisée à sa source : Ya Basta ! est une succession de lettres de Marcos et de communiqués de l'EZLN.

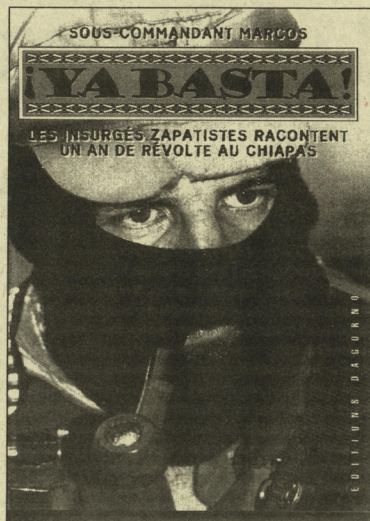
De Marcos, on a tout dit sur lui. Maoïste, peut-être, il y a quelques années, défenseur des minorités de toute évidence... Marcos est un leader sans visage et sans nom véritable, un leader pas comme les autres. Pas anarchiste au sens strict du terme, il nous explique cependant ce que l'on peut appeler la « première révolution post-marxiste ».

Ce qui surprend dans le livre, au-delà de la clairvoyance de l'auteur, c'est la tendresse et l'humour corrosif dont il fait preuve. Qualités qui étonnent de la part d'un guérillero d'Amérique latine. L'humour, on le ressent dès la préface, qui fait suite à de multiples demandes de la part des maisons d'édition.

En guise de préface, on a droit à un conte, qui nous donne la découverte d'un œuf de perroquet qui donnera naissance à... une brebis aux ailes vertes et bleues. Et l'auteur de conclure : « Comme vous pouvez le voir, j'ai trop de problèmes aujourd'hui pour m'occuper des vôtres ». L'humour, on le trouvera aussi dans un communiqué du 10 avril 1994 où le libéralisme sera critiqué par le biais d'une histoire de... scarabée. Et à propos du 1^{er} Mai, Marcos de déclarer : « Après nous fêterons le 1^{er} Mai avec une cérémonie un peu solennelle, puis un bal qui sera nettement moins. Je serai absent des deux, mon passe-montagne est en grève, et ici on respecte les droits des travailleurs... ». Puis d'ironiser sur les médias, sur leurs analyses à propos de l'EZLN, sur leurs divergences internes.

Marcos ironise sur la propagande gouvernementale : « Vous pouvez écrire dans vos journaux, la plupart des habitants du Chiapas sont analphabètes ; vous pouvez passer dans vos télévisions, la plupart n'ont pas l'électricité... Nous, nous sommes là, nous sommes eux. Et tant que nous serons, la révolte grondera... ». Cet humour, détonant à côté des habituelles langues de bois des groupes guérilleros ou terroristes, n'empêche pas, au contraire, d'exposer les positions de l'EZLN.

Loïn d'être anarchiste, la lutte à purrant bien des aspects qui se rapprochent d'une certaine éthique libertaire. L'EZLN se prononce pour la lutte de classe, pour une guerre des pauvres, des crève-la-faim. A titre d'exemple, l'impôt de guerre lancé par l'EZLN n'est pas obligatoire pour les civils vivant de leurs propres ressources, sans exploiter la moindre force de travail, et



sans tirer un quelconque profit du peuple. L'EZLN a pour but de disparaître, et elle ne doit intervenir d'aucune manière dans les affaires civiles. Mais ce qui surprend le plus, à la lecture des textes qui racontent un an de révolte au Chiapas, c'est la démocratie directe, et donc l'absence de chef. Marcos n'est pas un chef ! « L'autorité du comité est indiscutable dans les communautés, et il est impossible de soutenir une position sans l'appui de cet organisme... Plusieurs propositions de communiqués que j'ai faits ont été rejetées... ». On voit aussi comment les consultations sont réalisées dans chaque village, chaque communauté, lors des négociations avec le gouvernement.

Par ailleurs, le livre, à travers deux déclarations de la jungle Lacandone, ainsi que d'autres textes, nous décrit les conditions de vie au Chiapas, offre les analyses géopolitiques de l'EZLN...

Voilà un ouvrage à ne pas manquer. Et ceci pour deux raisons majeures : il est indéniablement intéressant et, comme on l'a dit plus haut, l'information est véritablement puisée à la source : les révoltés eux-mêmes et non les journalistes en manque de sensationnel !

RÉGIS BALRY (gr. FA du Mans)
(suite au prochain numéro)

« 2^e Nuit de l'Anarchie »
THÉÂTRE TOURSKY
(16, impasse Léo-Ferré
3^e arrondissement)
MARSEILLE
21 OCTOBRE - 16 h
rencontre avec les militants
du collectif de Marseille
de la Fédération anarchiste
sur le thème
« Qu'est-ce
que l'anarchisme ? »

• • •
Théâtre à 19 h
« Conférences jubilatoires
de Charles Fourier »
mise en scène de Paul Fructus
et Michaël Gluck

• • •
Chansons et musique
à 21 h
LOUIS ARTI
MAMA BÉA
LA COMPAGNIE LUBAT
LES ARCHERS

• L'ODYSSÉE DE L'ESPACE
DE LUCIEN JO BEZE
• LES GARY SOUFFLEURS
• LA SARDINE
• LE BALTRAQUAR D'ADEL GROUPE
• MAPA MUNDO • ARMEL

VEILHAN
• HAMID AOUEMEUR
• MICHEL ORION

• • •
Animations diverses,
stands, restauration.

LA PETITE SEMAINE

Le complot scandinave

Depuis l'affaire Abdelkrim Denèche, on savait l'arrogance des Suédois sans limites. Refuser de livrer à notre exemplaire justice un homme qui n'a pas même le courage d'être à Paris à l'heure où explosent des bouteilles de gaz, c'était là un affront que seule la magnanimité de nos glorieux dirigeants bien-logés a su faire oublier.

Confondant alors bonté et faiblesse, clémence et laxisme, d'autres provocateurs scandinaves, croyant pouvoir jouer à leur guise avec la grandeur de notre pays, récidivant dans le pied-de-nez impertinent avec l'attribution du prix Nobel de la paix à un double ennemi de la France, car anglais et militant antinucléaire.

C'en est trop ! D'abord parce qu'on s'était habitué à ce que cette noble récompense distingue, comme l'an passé, des chefs de guerre fatigués, et Bob Denard avait sur ce plan le profil d'un lauréat présentable. Ensuite parce qu'il est déjà beau que nous tolérions l'existence de villes inutiles comme Stockholm ou Oslo pour admettre plus longtemps l'insolence de Vikings dénucléarisés. ♦

FLORÉAL

Tournée d'ÉLIZABETH en BELGIQUE
du 27 octobre au 4 novembre

♥♥ 27 et 28 octobre - 20 h : Le Paris-Brest, 18, rue des Anglais, LIÈGE ♥♥
29 octobre - 17 h 30 : Le Can-Can, 95, rue de Jérusalem (Schaerbeek),
BRUXELLES ♥♥ 30, 31 octobre et 1^{er} novembre - 20 h : La Mastroque, 50,
boulevard Janson, CHARLEROI ♥♥ 2 novembre - 20 h : Le Zénobe
Gramme, 1, place Zénobe-Gramme, HUY ♥♥ 3 et 4 novembre - 20 h : Le
Cabaret Montmartre, 6, place Van Meenen (Saint-Gilles) BRUXELLES.

FORUM de la LIBRAIRIE
du MONDE LIBERTAIRE

145, rue Amelot,
75011 Paris
(M^o Oberkampf)
Samedi 21 octobre
16 h 30
RENÉ BERTHIER
viendra parler
de la toute nouvelle
« BROCHURE ANARCHISTE »
n^o 9 sur le TRAVAIL
(prix : 20 F)

LONDRES
« Foire anarchiste aux livres »
samedi 21 octobre, de 10 h à 20 h,
au Conway Hall, Red Lion Square.

« Mots et musiques »
et Radio Libertaire
présentent
GILLES SERVAT
lundi 30 octobre - 20 h 30
au théâtre Clavel
3, rue Clavel (M^o Pyrénées)
75019 PARIS.
Prix : 80 et 100 F.
Reservations : 43.84.70.04.

HUMANISME

Les francs-maçons et leurs détracteurs

LA FRANC-MAÇONNERIE laïque d'Europe continentale a subi deux séries de critiques bien distinctes. D'une part, la critique papiste qui, à travers de nombreuses encycliques, remet en cause le projet purement humaniste de la maçonnerie. De plus, l'unité nationale italienne (1870), dont un des acteurs principaux fut le maçon Garibaldi, supprima les Etats pontificaux et intensifia ainsi le conflit.

Catholiques et même ecclésiastiques furent nombreux en loge au XVIII^e siècle, puis totalement absents. A la fin du XIX^e siècle, de nombreuses organisations d'inspiration catholique sont créées : Comité antimaçonnique de Paris, Ligue française antimaçonnique, Conseil antimaçonnique de France... Une pétition antimaçonnique, lancée en 1899, réunit 170 000 signatures. L'Etat français du maréchal Pétain interdit la franc-maçonnerie de 1940 à 1944 (voir encadré).

Aujourd'hui, le dialogue l'emporte sur l'anathème.

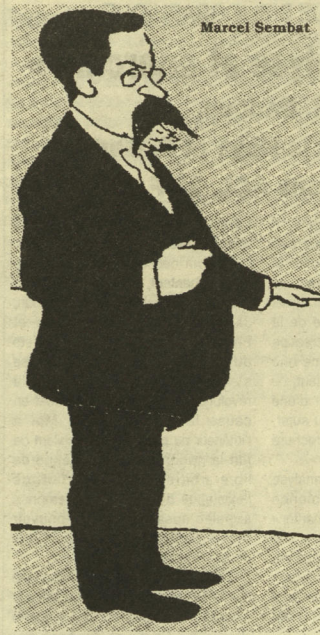
Contacts et colloques entre catholiques et maçons se multiplient. Pour leur part, protestants et juifs, qui contrôlent la maçonnerie anglo-saxonne depuis son origine, ont toujours été présents dans les obédiences continentales. L'engagement actuel de nombreux adeptes de religions monothéistes (catholiques compris) dans les loges est à prendre en compte pour une analyse complète.

D'autre part, la deuxième série de critique émane du mouvement socialiste. Ses fondements sont bien différents. Pour s'en rendre compte, il suffit de confronter les deux textes les plus marquants pour chaque type de critique : l'encyclique *Humanum genus* promulguée par Léon XIII en 1884 et la *Résolution sur la question française* adoptée en 1922, lors du IV^e congrès de l'Internationale communiste. Ces deux textes sont reproduits dans *Panoramiques* n° 20. Dans ce numéro, Denis Lefebvre relate la grande controverse au sein de la SFIO (Section française de

l'Internationale ouvrière) lors des congrès de 1906 et 1912. Au cœur de cette controverse émerge la grande figure de Marcel Sembat (1862-1922). Denis Lefebvre vient de publier la biographie de ce personnage méconnu, particulièrement représentatif de l'« élite républicaine » (1).

Avocat, issu de la moyenne bourgeoisie, Sembat voit dans le mouvement socialiste (de l'époque, ne confondons pas) sa « religion tribale ». D'abord socialiste indépendant, il se rapproche de la fraction blanquiste (le Comité révolutionnaire central). Il sera l'un des maîtres d'œuvre de l'unification de 1905. Il est député de l'âge de 30 ans jusqu'à sa mort. Il sera (avec Jules Guesde) ministre de l'« union sacrée » de 1914.

Sembat est un fin lettré, amateur d'art, qui connaît bien l'histoire des religions. Libre penseur engagé, il milite pour la séparation des Eglises et de l'Etat et la suppression de l'ambassade de France au



Marcel Sembat

nous pouvons apporter dans les loges quelques vérités nouvelles, nous savons qu'en revanche nous allons y trouver un héritage précieux de large tolérance, de libre discussion et de fraternité sociale ».

Du côté des socialistes, certains sont très opposés à la franc-maçonnerie. Ils l'attaquent de façon très virulente en y associant parfois un certain antisémitisme (contre la « bourgeoisie judéo-maçonnique »). Ils craignent l'affaiblissement de la dynamique révolutionnaire (on préparait la grève générale en ce temps-là !) et la collaboration de classes. Sembat leur répond : « Nous sommes entrés et nous resterons dans la maçonnerie pour servir à la fois la libre pensée et le socialisme. Nous ne séparons pas

l'émancipation intellectuelle de l'émancipation économique ».

Les hebdomadaires à grand tirage se livrent souvent au jeu consistant à déterminer (avec nombre d'erreurs) qui est franc-maçon parmi les politiciens, socialistes ou non. Nous préférons le débat de fond, dans lequel on trouve des libéraux défendant les deux positions. Ce débat est d'autant plus d'actualité que les effectifs de la franc-maçonnerie sont en plein essor.

LUCIFER

Vatican. Franc-maçon, il est initié au sein de la loge « La Fidélité » (Grande Loge de France), puis il fonde « La Raison » (Grand Orient). Il fera partie de la Chevalerie du Travail, parfois présentée comme une filiale ouvrière de la franc-maçonnerie. Il est élu membre de la direction du Grand Orient : le Conseil de l'Ordre, dont il deviendra le vice-président.

Sembat est au centre du conflit du début du siècle. La franc-maçonnerie est perçue comme l'« organisation occulte du radicalisme au pouvoir ». En son sein, des radicaux s'opposent au recrutement de socialistes. Sembat leur répond : « Nous allons défendre les idées que nous considérons comme justes et si

(1) Marcel Sembat - *Socialiste et franc-maçon*, Denis Lefebvre, éditions Bruno Leprince (62, rue Monsieur-Le Prince, 75006 Paris).

Associations

NANTES : « ZAPATA BAR »

Inauguration du *Zapata Bar* (avec exposition et débat sur le Chiapas), le 19 octobre, à 21 h, au squatt « Le Courtois » (10, rue de Bitche). Le *Zapata Bar* est ouvert : les 1^{er} et 3^e jeudis du mois.

PARIS : ACTUALITÉ DE L'ANARCHO-SYNDICALISME

Le mercredi 25 octobre, à 19 h 30, le Syndicat des travailleurs, chômeurs et précaires de Paris de la CNT organise une réunion-débat sur le thème suivant : « Actualité de l'anarcho-syndicalisme » (élections, internationalisme, intercorporatisme). La réunion aura lieu en salle de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (RER Luxembourg), 75005 Paris.

PARIS : LES DÉBATS DE « LA BONNE DESCENTE »

• « De Wounded Knee aux casinos », avec Nellya Delanoë, auteur de *L'Entaille rouge*, le vendredi 20 octobre, à 20 h.
• « Souriez, vous êtes filmés » (des courts métrages et un débat sur la vidéo-surveillance et le discours sécuritaire), le samedi 21 octobre, à 20 h.
« La Bonne descente », 64, rue Rébeval (M^o Belleville), 75019 Paris.

KREMLIN-BICÊTRE : 7^e FESTIVAL « QUAND LES LESBIENNES SE FONT DU CINÉMA »

Le 7^e festival *Quand les lesbiennes se font du cinéma* (non-mixte) se déroulera, du jeudi 26 au lundi 30 octobre, à l'Espace culturel André-Malraux, 2, place Victor-Hugo (métro Kremlin-Bicêtre). Tél. : 48.70.77.11.

MONTREUIL : ANARCHO-MEETING DE KOCHISE

Dans le cadre d'un anarcho-meeting, le groupe de rock alternatif Kochise vous invite à venir écouter ses interventions, le dimanche 29 octobre, à 17 h 30, au bar associatif « Le Vendémiaire », 33-35, rue François-Arago (métro Robespierre), à Montreuil.

PARIS : UNIVERSITÉ D'AUTOMNE DE LA L.D.H.

La Ligue des droits de l'Homme organise une université d'automne, sur le thème : « La Mondialisation », qui se déroulera les samedi 4 (accueil à 9 h 15) et dimanche 5 novembre (9 h 30 - 17 h 30) à la Maison internationale, 19, boulevard Jourdan (RER Cité universitaire), 75014 Paris.
Participation aux frais : 200 F. Renseignements : Alain Monchalbon c/o L.D.H., 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. Tél. : 44.08.87.29.

LINSELLES : « ELAN CARTOIPAIX »

A l'enseigne « Elan Cartopaix », vient de paraître la dix-huitième série annuelle de cartes postales pacifistes (au nombre de 4). Pour 1995, le thème est « Avec Elan pour l'arrêt des essais nucléaires ». Illustrations de Cabu, Cubizolle, Charb, Lefred-Thouron et les textes de Louis Lippens.
Pour l'envoi de ces 4 cartes (franco de port : 25 F), contactez *Elan*, 31, rue Foch, 59126 Linselles.

PARIS : « SAUVONS MUMIA ABU-JAMAL »

Dans le cadre de sa campagne, le collectif « Sauvons Mumia » organise un rassemblement, chaque deuxième mercredi du mois, de 18 h à 20 h, devant l'ambassade des Etats-Unis, 2, avenue Gabriel (métro Concorde), 75008 Paris.

EVRY : CNT EDUCATION 91

Le n° 3 d'octobre-novembre de *CNT Education 91 Infos*, bulletin du syndicat Education de la CNT, est sorti.
Au sommaire : les essais nucléaires, la grève générale dans la fonction publique, le dossier *Inspection*, des directeurs d'écoles pour quoi faire ?, les CES.
Envoi gratuit sur simple demande à : CNT Education, 3, rue de l'Ecole, 91000 Evry.

La franc-maçonnerie interdite

Les obédiences maçonniques furent dissoutes en France par le décret du 13 août 1940. L'historien André Combes a étudié dans un numéro de la revue *Humanisme* ses conséquences sur le Grand Orient de France. Dès janvier 1941, deux comités provisoires sont créés. C'est l'engagement dans la Résistance, dont la loge « Patriam recuperare » reste le meilleur exemple. Plus de 500 maçons furent fusillés, ou morts les armes à la main ou en déportation. L'effectif du Grand Orient était de 28 000 en 1939, il est de 8 000 en 1945.

On trouvera, dans le même numéro, des études sur le jeu politique, la presse et le cinéma en 1945. Un deuxième dossier est consacré à l'Algérie, avec notamment un historique sur la maçonnerie dans ce pays.

Humanisme (n° 222), 16, rue Cadet, 75009 Paris.

SOMMAIRE

Page 1 : A près les fonctionnaires... à quand la grève générale ? (suite p. 6), « Je n'ai pas changé... », dit le politicien (suite p. 2).
Page 2 : Je n'ai pas changé... », dit le politicien (suite de la « une »).
Page 3 : Les positions de la CNT.
Page 4 : Retour à Carpentras.
Page 5 : Les déboires de Sophie, Nouvelles du front : *Paroles d'insoumis nantais*, Rendez-vous, Quand les anti-IVG repartent en croisade....

Page 6 : A près les fonctionnaires... à quand la grève générale ? (suite de la « une »), Radio Libertaire : *Les Chroniques de l'ozone*, et *Microclimat*, La grille de Radio Libertaire.
Page 7 : *Psychanalyse et anarchie* (éditions ACL), Lectures mexicaine (3) *Ya Basta !*, A la petite semaine : *Le complot scandinave*.
Page 8 : Les francs-maçons et leurs détracteurs, Associations.